

**Allocution de Monsieur Michel Mercier,
garde des Sceaux, ministre de la justice et des libertés**

Séance solennelle de rentrée du Barreau de Paris
Vendredi 26 novembre 2010

Messieurs les bâtonniers, qui m'accueillez aujourd'hui,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Vice-président du Conseil d'Etat,
Monsieur le Secrétaire général du Conseil constitutionnel,
Mesdames et Messieurs les hauts magistrats,
Mesdames, Messieurs les avocats,

Je souhaite saluer, tout d'abord, l'éloquence et la clarté de vos propos liminaires qui témoignent de toutes les qualités et de l'esprit de votre profession. Pas de meilleure occasion de l'évoquer qu'à la clôture de la Conférence et à la rentrée solennelle de votre barreau.

L'avocat, chacun en conviendra, est une figure emblématique du monde juridique.

Aux prises avec la réalité judiciaire, vous avez su adapter votre métier aux transformations sociales mais aussi économiques. La profession a évolué, son modèle économique aussi, avec à l'esprit, le souci constant de la protection des droits, la défense des libertés.

J'entends bien vos inquiétudes et vos interrogations, et je veux y apporter ici des éléments de réponse concrets.

Nous travaillerons à résoudre les difficultés, mais dès à présent des projets sont engagés en vue de la modernisation de votre profession, le renforcement de ses moyens d'action. Cet effort nous le menons, et nous le mènerons, ensemble pour une meilleure défense du justiciable et pour l'efficacité de la justice.

I. La modernisation de la profession d'avocat

Les défis qui se présentent à vous sont nombreux : faciliter les rapprochements des professions, s'ouvrir plus largement à l'international, s'adapter à la révolution numérique... Les relever est un objectif

d'importance pour la compétitivité de votre profession, et pour la défense du justiciable bien évidemment.

Actuellement à l'examen du Sénat, le **projet de loi sur les professions juridiques et judiciaires** constitue une avancée pour votre profession. Le texte ouvre des perspectives sans précédent pour mieux répondre à la concurrence internationale.

En modernisant les structures, le projet instaure les moyens d'une collaboration renforcée entre les professions du droit. **L'interprofessionnalité capitalistique** est inscrite dans la loi pour faciliter le travail en commun. Avec cette réforme, des sociétés holdings pourront donc être constituées afin de regrouper différents professionnels du droit – avocats, bien sûr, notaires, huissiers de justice, commissaires-priseurs pourront donc unir leurs forces financières. Ce nouveau cadre juridique vous l'avez appelé de vos vœux, il sera bientôt effectif et

permettra de mieux faire face au contexte concurrentiel.

La seconde réforme importante concerne la représentation devant les cours d'appel. Elle offrira aux justiciables une plus grande lisibilité des pratiques professionnelles, une simplicité accrue. En effet, en fusionnant les professions d'avoués et d'avocats, la réforme clarifie les procédures en appel. L'adoption du texte est imminente, la réforme s'appliquera progressivement afin de prendre en compte la situation des avoués et d'assurer leur transition professionnelle. La fusion interviendra au 1^{er} janvier 2012, permettant aux avoués qui le souhaitent d'accéder directement à la profession d'avocats.

La modernisation des moyens est également en marche. Les **nouvelles technologies** sont un outil indispensable à l'efficacité de l'institution judiciaire : elles facilitent la collaboration entre les acteurs et accélèrent l'échange d'information au profit du justiciable.

La justice s'est résolument engagée dans cette voie de la révolution numérique ; et vous avez développé des moyens pour y participer pleinement, la création du **réseau privé virtuel des avocats** en constitue un exemple probant.

Connecté au réseau privé virtuel de la justice, votre réseau rend possibles les échanges électroniques sécurisés avec les juridictions, il facilite la communication avec les greffes.

Votre implication et votre contribution sont essentielles à la réussite des projets que nous menons en matière de dématérialisation des procédures civiles ou pénales. La numérisation des procédures dans laquelle s'est engagée la Chancellerie constitue pour chaque acteur judiciaire un gain de temps considérable, l'échange de données numériques permet en effet d'accélérer les procédures.

Grâce aux communications électroniques, que nous développerons encore, les échanges entre les

acteurs de la chaîne pénale seront facilités : ainsi, pour accéder au dossier, pour la transmission de copies des pièces ou l'envoi de vos observations, vous n'aurez plus à vous déplacer systématiquement.

La modernisation est aussi celle de l'exercice professionnel. Le renforcement des moyens d'action est à l'œuvre. Ici également les enjeux sont d'importance.

II. Le renforcement des moyens au service de l'avocat, au bénéfice du justiciable

Le renforcement des moyens d'action de l'avocat, de quoi s'agit-il ? Rien moins que de la qualité et de l'accessibilité de la justice : l'égal accès à la justice, la protection des justiciables sont les axes majeurs des actions entreprises.

En premier lieu, un nouvel instrument juridique va venir renforcer la protection des accords juridiques entre nos concitoyens : **l'acte d'avocat contresigné**. Vous le savez, il est la concrétisation d'une proposition centrale du rapport Darrois.

La sécurité juridique, voilà ce que vise ce texte, sans empiéter sur le champ de l'acte authentique. Quelle est, en effet, la portée de l'acte d'avocat, quels en sont les objectifs ? Elle est bien de sécuriser les actes sous seing privé, d'en renforcer les effets juridiques et de protéger les actes conclus entre personnes privées.

La valeur juridique attachée à votre contreseing atteste de votre engagement mais aussi de votre conseil pour éclairer pleinement les parties.

Il y a un an exactement, le précédent garde des Sceaux s'engageait devant vous à obtenir son adoption par le Parlement. Cet article a déjà été voté par l'Assemblée nationale en juin dernier et vient de faire l'objet d'un vote conforme en commission des lois au Sénat. Soyez assurés que je veillerai avec attention à une adoption rapide et conforme à l'accord passé avec les notaires.

Par ailleurs, ma conviction est que la réflexion sur **l'aide juridictionnelle** doit être poursuivie.

Elle est au cœur de l'accès à la justice ; elle ouvre au plus grand nombre les moyens de défendre ses droits. Depuis vingt ans, la question s'est considérablement renouvelée : le nombre d'admission à l'aide juridictionnelle a pratiquement triplé, passant de 350 000 à plus de 900 000, actuellement ; le financement de l'aide juridictionnelle doit être clairement évoqué et remis à plat, c'est une de mes priorités.

Le budget pour 2011 opère une augmentation de crédits de 13.6%, pour porter l'enveloppe de l'aide juridictionnelle à 312 millions d'euros. Cet engagement de l'Etat sera poursuivi notamment en matière pénale : la réforme de la garde à vue a des implications que l'on ne saurait ignorer et que nous prendrons en compte pour abonder l'enveloppe de l'aide juridictionnelle. Ce financement supplémentaire s'élèvera à 80 millions d'euros.

Je veux le rappeler, le premier financement de l'aide juridictionnelle reste celui de l'Etat, mais il faut aller au-delà.

Le président de la République l'a souligné, nous devons réfléchir à de nouvelles solutions pour la prise en charge de certains dossiers civils. Nous avons entrepris cette réflexion en concertation avec les assureurs afin de développer les contrats d'assurance de protection juridique, et de favoriser leur utilisation par les justiciables. A ce titre, des mesures vont être prises pour améliorer l'effectivité du principe de subsidiarité : le principe est le suivant, une partie bénéficiaire d'un contrat de protection juridique ne peut solliciter l'aide juridictionnelle.

Le développement de l'assurance de protection juridique a un objectif plus large, car bien souvent nos concitoyens, sans relever de l'aide juridictionnelle, n'ont pas les moyens d'avoir recours à un avocat ou d'avancer les frais d'expertise judiciaire.

Une autre mesure fait débat au sein de la profession : celle visant à la suppression du versement du droit de plaidoirie par l'Etat dans les cas de commission d'office et d'aide juridictionnelle.

Préconisée par les rapports de Monsieur le sénateur du Luard et de Maître Darrois, le droit de plaidoirie contribue à la responsabilisation des justiciables car elle les incite à limiter les actions en justice infondées.

Il faut le souligner, la prise en charge par les justiciables de cette somme ne constituera pas une entrave à l'accès à la justice. Son montant forfaitaire, de 8€84, reste raisonnable. De plus, au civil comme au pénal, les dépens et donc le droit de plaidoirie peuvent être mis à la charge de la partie perdante. Les parties qui auront donc eu gain de cause n'auront pas *in fine* à supporter le coût de cette mesure. Cela apparaît juste et équitable.

J'entends évidemment vos inquiétudes et m'engage à ce qu'au terme d'un an d'application, cette mesure fasse l'objet d'un bilan objectif. Et que nous envisagions les difficultés éventuelles et les moyens d'y remédier.

En matière d'aide juridictionnelle, les pistes doivent être explorées : l'égal accès à la justice est une priorité ; elle s'impose à nous et je souhaite que nous travaillions ensemble à l'élaboration de solutions pérennes et efficaces.

Les réformes constitutionnelles sont venues également renforcer votre action. La **question prioritaire de constitutionnalité** est une réforme majeure pour notre ordre juridique. Nous pouvons désormais commencer à prendre la mesure de ses implications pratiques. Son instauration constitue une avancée considérable pour la protection des droits et libertés constitutionnels.

Comme ministre de la justice et des libertés (je tiens à souligner ces derniers termes), il est de mon devoir de veiller à la bonne application de la loi organique du 10 décembre 2009. Soyez assurés que je ne manquerai pas à mon devoir.

Le succès de cette réforme est aussi le vôtre : les portes du Conseil constitutionnel vous sont désormais ouvertes et votre travail contribue, à tous les stades de la procédure, à faire progresser l'Etat de droit en déférant à la censure du juge constitutionnel les dispositions législatives contraires à la Constitution.

Ce contrôle de constitutionnalité *a posteriori* des lois fonctionne, il fonctionne bien. Le Conseil constitutionnel a déjà pris quelques décisions emblématiques en la matière, notamment sur la garde à vue bien entendu.

Nous nous accordons avec le Conseil constitutionnel sur la nécessité de cette réforme, engagée d'ailleurs avant même sa décision.

Nous sommes sur la voie d'une **garde à vue rénovée**. Et conformément à la décision du Conseil constitutionnel de juillet dernier, la réforme sera adoptée avant le 30 juin 2011.

Avec le projet de loi présenté au Parlement, vos moyens d'intervention sont considérablement renforcés. Le texte prévoit la présence de l'avocat tout au long de la procédure, la possibilité d'assister aux auditions et de les préparer avec vos clients.

Par ailleurs, les principes de la garde à vue sont revus afin de recentrer la mesure : il s'agit, et j'y insiste, de réduire le nombre de gardes à vue qui sont actuellement beaucoup trop nombreuses. Le placement en garde à vue ne doit être décidé que s'il est strictement nécessaire à l'enquête.

Les droits de la personne gardée à vue sont par ailleurs renforcés, par l'assistance accrue de l'avocat et la notification du droit au silence. Les conditions matérielles de la garde à vue seront améliorées, dans le respect de l'intégrité et de la dignité des

personnes : dans cet objectif, la loi interdit les fouilles intégrales.

Le débat parlementaire donnera l'occasion de parfaire ce projet, et notamment de tenir compte des décisions de la Cour de cassation, intervenues le 19 octobre dernier, postérieurement au dépôt du texte.

Ces décisions ne remettent donc pas en cause la philosophie de la réforme. Nous en avons pris acte et les avons entendues. Cependant, je me dois de préciser que la protection des droits de la défense est une exigence commune, inscrite dans le texte et renouvelée par les hautes juridictions.

L'examen parlementaire sera l'occasion d'enrichir et de faire évoluer le projet de loi au vu de cette jurisprudence, et de parvenir ainsi à ce délicat équilibre entre efficacité de l'enquête judiciaire d'une part, et défense des libertés d'autre part.

Les réformes en cours sont donc nombreuses, elles sont utiles et nécessaires. Elles ouvrent aussi de

belles perspectives à votre profession et témoignent de la richesse et la densité de votre activité.

Evidemment, je ne pourrais clore ce discours sans m'arrêter sur la situation particulière du Barreau de Paris. Vous évoquiez la compétitivité juridique de la place de Paris. Avec Christine Lagarde, nous avons confié une mission à Michel Prada afin de réfléchir au progrès de cette compétitivité.

La réflexion se portera sur trois axes centraux : le recours accru des entreprises aux professionnels du droit ; la place des questions juridiques dans la stratégie des entreprises ; le rayonnement international de la place arbitrale de Paris.

Sur ce dernier point, je tenais à vous assurer que le gouvernement se mobilise à vos côtés pour le maintien de la cour d'arbitrage internationale dans notre capitale.

*

* *

La réforme de la justice, son bon fonctionnement, la garantie des droits et des libertés sont des ambitions que nous partageons. Je serai à votre écoute et je souhaite que dans un esprit de dialogue nous puissions faire progresser rapidement les réformes en cours et ouvrir ensemble de nouveaux chantiers.

Je vous remercie.